

COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

La crise agricole s'amplifie; des gestes à la hauteur des attentes et des besoins sont requis dès maintenant

Québec, 23 mai 2024 – Près de 200 élus et professionnels de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et de l'ensemble de ses 37 organisations affiliées ont fait le point aujourd'hui, à l'occasion d'une importante *Rencontre provinciale sur la mobilisation et la crise en agriculture*, sur le contexte économique difficile, la précarité de milliers d'entreprises agricoles et l'avancement des discussions à cet égard avec le gouvernement du Québec.

« Des milliers de productrices et producteurs ont participé à des ralliements aux quatre coins du Québec, ces derniers mois, afin d'exprimer leurs inquiétudes et leurs espoirs quant à l'avenir de l'agriculture et de la relève. Les résultats du sondage que nous dévoilons aujourd'hui confirment que les interventions du gouvernement, jusqu'à maintenant, n'ont pas permis d'atténuer la crise. La situation se dégrade et l'urgence d'agir n'a jamais été aussi grande », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron.

Rappelons qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada prévoit un effondrement sans précédent du revenu net agricole québécois (-49,2 % en 2023; -86,5 % en 2024), du jamais vu depuis 1938. Ajoutons que cette chute est annoncée malgré les interventions de La Financière agricole du Québec, confirmant du coup que le soutien québécois n'est pas à la hauteur (moins de 1 % du budget de l'État!) et que les programmes sont insuffisants et mal adaptés aux réalités économiques, régionales et climatiques d'aujourd'hui et de demain.

Signalons aussi que le gouvernement du Québec (incluant le premier ministre) a reconnu à maintes reprises que la crise actuelle nécessite des interventions budgétaires, administratives et réglementaires d'envergure. Les productrices et producteurs continuent toutefois d'attendre des gestes qui correspondent à l'importance et à l'urgence de leurs besoins, à tous ces égards.

Sondage sur la situation financière des fermes québécoises

Au printemps 2023, l'UPA a dévoilé les résultats d'un sondage sur les conséquences de l'inflation, de l'augmentation des coûts de production et de la flambée des taux d'intérêt sur la situation financière des fermes québécoises. Ces résultats confirmaient que l'agriculture était plus impactée que d'autres secteurs par le contexte économique défavorable.

Un an plus tard, une nouvelle édition de ce même sondage confirme que la situation s'envenime et que les enjeux à l'origine du ras-le-bol des productrices et producteurs, qu'ils soient économiques, territoriaux, climatiques ou environnementaux, continuent d'avoir un impact grandissant sur la rentabilité de milliers d'entreprises agricoles et leur capacité de nourrir les Québécoises et Québécois.

À témoin, selon les 3 552 productrices et producteurs ayant répondu au sondage de l'UPA le mois dernier, 42 % des entreprises ont un solde résiduel négatif (34 % en 2023) et 52% d'entre elles sont à risque de ne pas respecter leurs obligations financières (41 % en 2023), un phénomène encore plus problématique pour les fermes de la relève (67 %).

Le sondage nous apprend également que 11 % des entreprises envisagent de fermer temporairement, ou définitivement, leurs portes au cours des douze prochains mois. Soulignons que cette fermeture envisagée est beaucoup plus présente dans les MRC prioritaires, dans les régions périphériques et chez les plus petites fermes. Les résultats complets du sondage [sont disponibles ici](#).

La situation fragile de toutes ces entreprises, exacerbée par une dette agricole croissante (27,2 G\$ en 2022; + 123 % depuis 2012), une inflation persistante et des paiements d'intérêt qui grimpent en flèche, compromet donc encore plus la pérennité de notre agriculture et, ce faisant, de toute l'industrie bioalimentaire. Rappelons que le secteur agricole nécessite près de 8 \$ d'investissement pour générer 1 \$ de revenu, ce qui le distingue de plusieurs autres secteurs économiques.

Les productrices et producteurs font partie de la solution

Les demandes des productrices et producteurs, exprimées le 6 décembre 2023 devant l'Assemblée nationale du Québec (1 200 participants) et lors de 17 ralliements d'envergure aux quatre coins du Québec ces derniers mois (4 500 participants), sont on ne peut plus claires :

- un rehaussement significatif des budgets, du soutien, de l'accompagnement, des mesures et des programmes destinés aux productrices et producteurs;
- la mise en place d'un bouclier financier agricole pour contrer la flambée des taux d'intérêt;
- une réponse adéquate aux attentes du secteur horticole et des productrices et producteurs d'Abitibi-Témiscamingue (foin), en raison des événements météorologiques extrêmes de 2023;
- une actualisation importante des programmes d'aide à la relève et des règles fiscales;
- un vaste chantier sur l'ensemble des programmes de gestion des risques de l'entreprise;
- une réglementation environnementale raisonnée qui respecte le rythme d'adaptation des entreprises agricoles.

« Les discussions en cours avec le gouvernement démontrent une certaine ouverture, mais ne permettent pas de conclure qu'il est prêt à une reconnaissance pleine et entière de l'importance économique, sociétale et stratégique des productrices et producteurs pour le Québec et ses régions. Une meilleure prise en compte de leurs priorités est requise rapidement, tant à court terme que dans le cadre du renouvellement de la Politique bioalimentaire du Québec l'an prochain », a conclu Martin Caron.

— 30 —

Renseignements :

Jessica Blackburn

Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux

media@upa.qc.ca | 579 859-0755